

num cette absence de synchronisation entre les camps de travail et le commandement S.S. de Tunis, tromper, abuser sur les effectifs réels du camp. Travail de sape, dans le silence.

LES HEURES DIFFICILES

LES jours s'écourent avec le même labeur, nous apportant les mêmes tristesses.

..

Bombardements : des travailleurs tombent. C'est à chaque fois la plaie qui s'ouvre, saigne devant la douleur, d'autant plus émouvante qu'elle est parfois muette et contractée, d'une pauvre mère à qui on rapporte, atrocement mutilés, les restes de son fils.

A multiples reprises, nous nous sommes élevés contre l'envoi ou le maintien de nos groupes en des lieux exposés, près des objectifs militaires ou de la ligne de feu. Pour ceux de Bizerte, de Jefna, de Boucha, plus tard ceux du Cap Serrat, pour ceux du Port et de l'Aouina, nous avons prié, insisté, protesté énergiquement. Nous avons rappelé qu'il était contraire aux lois de l'humanité, aux lois de la guerre, de garder des civils, requis du travail sur le front de combat.

Tant au cours des visites de Zaewecke qu'à la Kommandantur (1) on souligne l'assurance formelle du Colonel Rauf. au jour du 6 Décembre : « Les hommes n'auront pas à être

(1) Visite du Président le 6 février.

envoyés sur les théâtres d'opérations.» Les Allemands éludent et nous répondent invariablement : « Nos soldats y sont bien. » — Mais nos jeunes gens ne sont pas des soldats, ils ne sont pas aguerris et ils ne combattent pas pour un idéal.

On s'use contre une muraille de fer.

Un grand nombre d'Italiens, réfugiés de Tripolitaine, arrivent tous les jours. La plupart sont habiles au métier de maçon ou terrassier; au surplus, nationaux d'un pays de l'Axe, ces travaux les concernent plus que nous. Nous proposons de les engager à nos frais comme ouvriers, en remplacement des nôtres qui ont déjà pris leur part de souffrances.

Refus.



Pillages à la Hara : Des Officiers Allemands, conduits par une femme, sous prétexte de réquisitions, vont piller à plaisir, sans nécessité, chez des malheureux qui viennent gémir à la Communauté.

On leur vient en aide. On proteste auprès des Allemands. On crée, d'accord avec le Bureau Français des Détachements de Liaison et le *Quartieramt*, un service juif de réquisition. Puisqu'il faut subir la loi de l'occupant, au moins préservons les pauvres, répartissons la charge entre tous les autres. Au surplus, on peut ainsi espérer freiner le mouvement et éviter que les Juifs ne fassent toujours les frais des exigences boches.

La Hara, le petit peuple, sera à l'abri.

Dénonciations : deux jeunes docteurs, qui ont peut-être quelque activité politique, et que nous évitions jusque-là d'incorporer dans le circuit médical des camps, sont repérés par les S.S. Au cours d'une perquisition, les Allemands trouvent chez eux des appareils de radio (1). Colère, menaces graves. Nous réussissons à réduire l'incident, prétextant la nécessité absolue de disposer de médecins dans les chantiers : on leur évite ainsi la prison et des éventualités dangereuses. Zaewecke exige qu'ils demeurent en permanence à l'extérieur. On s'arrangera pour qu'ils aient des permissions, mais finalement ils ne reviendront plus.

Circonstance attristante. Il fut impossible, malgré les pressantes interventions de la Présidence, d'obtenir de Zaewecke, une permission pour l'un d'eux, dont le père était moribond. C'est en fraude qu'il dut quitter Bizerte pour assister à ses derniers moments.



Nous ne fournissons pas les 200 hommes demandés pour le 10 février.

On redoute des sanctions.

(1) Depuis le 12 Décembre, tous les Juifs — sauf les Italiens — avaient été contraints de remettre aux Allemands leurs appareils de T. S.F. Ils furent déposés à la Synagogue de l'avenue de Paris, réquisitionnée par l'occupant; c'était le dépôt où officiers et soldats venaient puiser à leur gré.

Les ouvriers et interprètes juifs qui y étaient occupés, ne manquaient pas, au moment opportun, d'indiquer très innocemment aux Allemands les longueurs d'ondes des postes alliés et les heures d'émission. Sans doute pour leur remonter le moral.

A partir du 12 Décembre : la possession, la simple détention d'un appareil était considérée pour un Juif comme un crime majeur.

L'étai se resserre :

Revision allemande des auxiliaires, réformés; plus tard, vérification du personnel des services. Recherches spectaculaires des récalcitrants.

Enfin, le 15 février, sur ordre du Général, imposition d'une nouvelle amende de 3 millions qui servira à payer les 200 hommes que les Allemands ont été obligés de recruter ailleurs.

Plaie d'argent n'est pas mortelle!

Si nous pouvions être débarrassés du travail obligatoire, même en payant tribut! Tout compte fait, l'opération serait également moins onéreuse du point de vue financier.

Nous faisons mine d'être atterrés, mais nous éprouvons moins d'inquiétude.

On puisera les fonds à la Commission des Finances.

..

18 Février. — Devant la mauvaise humeur croissante des S.S. et leur insistance à considérer comme recrutables tous les hommes de 17 à 50 ans, la commission de recrutement a vu dans la nécessité de faire un nouvel appel de classes touchant jusqu'aux hommes de 40 ans. Les affiches sont à l'impression.

Le Président, contraint de s'aliter depuis deux jours, arrive le jeudi à la Communauté.

Il a beaucoup réfléchi à cet enrôlement.

Il est persuadé, comme nous tous, que bien peu d'incorporables se présenteront. Ces classes comprennent des éléments dignes d'intérêt, pères de famille pour la plupart.

Ne répondant pas à l'appel, ils devront mener une existence irrégulière, traquée. Au surplus, devant un échec avoué, ne peut-on craindre que les Allemands ne considèrent notre intervention comme devenue inutile, et qu'ils ne prennent le parti d'entrer directement en action?

Nous nous sommes résignés à nous placer comme tampon entre les S.S. et la population, pour éviter à celle-ci un contact dangereux. Poursuivons cette politique, malgré les risques qu'elle peut comporter pour les membres du Comité. Les Allemands nous accuseront peut-être de sabotage, nous ayant sans cesse confirmé — tout récemment encore — qu'ils entendaient astreindre au travail jusqu'aux hommes de 50 ans. Courons le risque quand même, plutôt que de grossir démesurément le nombre des réfractaires.

Tant que nous ne serons pas en présence d'un ordre précis, inéluctable, n'appelons pas de nouvelles classes: détournons Zaewecke de cette voie, ayons l'air d'envisager des mesures coercitives, d'étudier des moyens adéquats pour rechercher les récalcitrants, trompons-le par des procédés spectaculaires. Temporisons, encore et toujours.

Ce point de vue est défendu avec vigueur par le Président, qui en prend seul l'entière responsabilité.

On l'adopte et on remet le 22 le rapport destiné à détourner les S.S. de nouveaux appels de classes.

On gagnera ainsi deux mois.

On attendra jusqu'au 21 Avril, soit une quinzaine de jours avant la libération, pour appeler à l'incorporation, sur l'ordre impératif de Zaewecke, les Juifs nés entre 1900 et 1908.

Mauvaises nouvelles de tous côtés :

Les Allemands claironnent : ils ont remporté quelques succès dans le Sud Tunisien, pris Gafsa, Metlaoui, Tozeur. Ils arriveraient à la frontière algérienne

A Bizerte, deuxième assassinat (1).

La victime en était à sa troisième tentative d'évasion. Sur l'ordre du sinistre Elfess, un soldat, surnommé « le tueur », s'est acharné sauvagement sur l'homme.

Au rapport quotidien, c'est à Pohl que nous exprimons notre émotion, notre indignation. Nous insistons pour qu'on ne prenne pas d'aussi graves sanctions sans nous permettre d'intervenir, de redresser les erreurs possibles. Pohl est une brute qui ne prend jamais de décision. Il note et il s'en va. On y reviendra avec son chef.

Saadoun, un crime de plus sur la liste sanglante !



Quelques jours avant l'assassinat de Bizerte, nous avons eu à déplorer l'arrestation par la police de Firpi, de quatre coreligionnaires : le bâtonnier Cohen-Hadria, dont on connaissait les sympathies mais qui n'avait jamais eu d'activité politique, le D^r Benjamin Levy, membre influent du parti radical, le journaliste socialiste Serge Moatti, et Silverta, fonctionnaire très apprécié de la Direction des Finances, au surplus pupille de la Nation (2).

Une vingtaine de personnalités françaises étaient arrêtées

(1) 22 Février.

(2) Le 15 Février.

en même temps et conduites rue Hoche, au centre du P.P.F., puis à la Prison Militaire.

Nous avons aussitôt décidé d'intervenir auprès des Autorités françaises, tunisiennes, allemandes, pour ces amis très chers ; l'un d'eux même, M^o Cohen-Hadria, était à nos côtés depuis les premiers jours et avait rendu d'inappréciables services à la Commission des Finances.

M. Borgel et M^o Nataf s'étaient dépensés en efforts innombrables auprès de tous, ne négligeant aucune chance d'aboutir, mais renvoyés de l'un à l'autre, avec des promesses vaines, pour finalement se voir opposer la raison d'Etat allemande.

Ce jour, 24 Février, nous apporte la nouvelle de l'imminence de leur départ par avion. Déportation ! Contre tout espoir, nous luttons encore auprès de Rauf.

Hélas, un avion de transport les emportera dans la matinée vers l'Italie, l'Allemagne.



La série noire continue :

Après un violent bombardement, le 25 Février, on nous ramène de Bizerte quatre cadavres aux plaies béantes, horribles.

Nos jeunes gens, dans l'ensemble, ont fait preuve d'un grand courage sous les bombardements. Tandis que les Boches s'empressaient vers les abris et s'y confinaient durant l'alerte, les nôtres se préoccupaient surtout de savoir si les objectifs étaient atteints.

Quant à Chez, en inspection à Bizerte ce jour-là, et aux

chefs de camp juifs, ils sont demeurés sous le préau, dans la cour de la caserne, ostensiblement debout, à suivre le combat aérien.

Nous sommes torturés de ne pouvoir rien faire pour le retour de nos travailleurs exposés par le bon plaisir allemand à une mort affreuse.

..

Enfin, pour clôturer ce mois, si lourd d'angoisses, une dernière tristesse, de nouvelles persécutions : cette fois, elles ne sont pas le fait des Allemands, mais de concitoyens, que nous connaîmes moins arrogants en d'autres jours. C'est d'autant plus dur !

Des membres du Parti Populaire Français, voulant sans doute rivaliser avec leurs modèles allemands, chassent d'un immeuble entièrement occupé par des Juifs, au 14 Rue Lafayette, tous les locataires, dans des conditions de brutalité et de cruauté insoupçonnables.

Des mères allaitant leur bébé, des malades alités, fiévreux, des mutilés de guerre, sont expulsés sur l'heure, sans même pouvoir emporter leurs médicaments, leur linge, leurs cartes d'alimentation.

En tout, 200 personnes sans abri.

C'est du beau travail : les Allemands ont de quoi être satisfaits de ce zèle hautement patriotique !

On fait de son mieux pour secourir ces malheureux, et on décide de porter immédiatement à la connaissance du Résident Général, cet incident d'autant plus grave qu'il menace de se reproduire ailleurs.

Le Président rédige un rapport détaillé et énergique, qu'il présente lui-même.

L'Amiral Esteva le reçoit, en compagnie de son directeur de cabinet, le Colonel Sarton du Jonchay.

M. Borgel ignore ou feint d'ignorer les relations étroites de ce dernier avec le P.P.F. Il fait une charge à fond contre les agents de ce parti, qui se sont conduits en « gangsters », brutaux, inhumains, voleurs et pillards.

Le Résident, perdu dans une rêverie mystique, semble pourtant éprouver de l'émotion. Il promet d'en conférer avec le Préfet Philip. Ce dernier donne des ordres pour une remise en possession. Malheureusement, le P.P.F. est plus fort que la Sécurité Générale ; l'autorité est aux hommes de Guilbaud ou de Firpi.

Il faudra attendre de longues semaines avant d'avoir satisfaction même mitigée.

..

A la suite d'une tournée d'inspection de Zaewecke, les amendes pleuvent sur les Communautés de Sousse et Sfax. Nos coreligionnaires y sont très malheureux ; à Sousse notamment ; où les S.O.L., maîtres du Contrôle Civil, ont dirigé longtemps le service du travail. Hommes, femmes et enfants portent l'étoile jaune ; ils subissent toutes les humiliations et reçoivent un ravitaillement très insuffisant.

Des parias !

Les élèves veulent dépasser les maîtres, ils arriveraient presque, à force de veulerie et de hargne, à faire préférer la schlague allemande à l'asservissement aux S.O.L.

Ici, en dépit des ordres de Von Arnim, nous avons évité jusqu'à présent l'étoile jaune (1). Nous ne considérons pas comme une marque d'infâmie cette nouvelle rouelle qui passera comme l'ancienne. Elle risquerait cependant de désigner plus facilement leurs victimes à nos persécuteurs. La population la redoute.



Chacun s'essaye à faire son petit dictateur. Pour tenter l'expérience, quel meilleur terrain de culture que le Juif, « ce pelé, ce galeux, d'où nous vient tout le mal. »

Après les Allemands, après le P.P.F., le S.O.L., il y aura aussi certains éléments douteux du Croissant Rouge. Ceux-ci font parler d'eux à La Marsa : ils appellent les hommes au travail, opèrent des réquisitions, et s'amuse à des molestations, des brimades grossières.

On intervient encore auprès des Autorités Tunisiennes, qui répugnent à faire le jeu des Allemands, et tout rentre dans l'ordre finalement.

(1) Seuls, dans le début, quelques travailleurs furent astreints à la porter

COMME LES JOURS SONT LONGS A VIVRE !

*Aux confins de Pologne exista une gehenne
Dont le nom siffle et souffle une affreuse chanson.*

(François La Colère)

MARS : un nouveau mois commence.

Comme les jours sont longs à vivre !

Les bombardements des objectifs militaires, qui frappent parfois aussi des innocents, des parents, des amis, demain nous-mêmes peut-être.

Les dénonciations, les haines méchantes et imbéciles.

Les arrestations.

Les déportations.

L'assassinat.

Et les demandes d'hommes encore, jusqu'à la fin.



Des travailleurs meurent, des collaborateurs de nos services aussi ; le 2 mars, ce cher Miche Nizard, jeune, beau, souriant à la vie, tant d'autres également chers. Le 10, à la Marsa, plus tard à l'Aouina, au Port, des hécatombes !

On crée une Commission juridique, qui constituera des dossiers pour chacun : Lucien Bonan y déploie son zèle de juriste consciencieux et précis. En attendant, on distribue d'importants secours aux familles dépourvues, privées de leurs soutiens.